

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Les Saoud et le fantôme de Jouheiman

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 7 JANVIER 2014

ENGLISH



Juheiman al-Oteiby

Les Saoud et le fantôme de Jouheiman

Par Ghaleb Kandil

Le comportement de l'Arabie saoudite dans la région fait l'objet d'une attention et d'un suivi particuliers, après que la dynastie des Saoud soit devenue la principale source de l'escalade et de la violence exercées ces derniers temps par les groupes terroristes-takfiristes en Irak, en Syrie, au Liban et jusque dans certaines régions de Russie.

L'Arabie saoudite est en colère et veut des lots de consolation dans la région. Elle cherche à obtenir des compensations des grandes confrontations en cours et s'allie à la France. Elle tente de saboter les accords en gestation entre les États-Unis et la Russie, qui passent par la reconnaissance de la défaite de l'Occident en Syrie et

du statut de puissance régionale de l'Iran. Toutes ces expressions illustrent l'impasse dans laquelle se trouve le royaume wahhabite après l'effondrement de son influence régionale, grâce à la résistance de la Syrie face à la guerre universelle menée par l'Arabie saoudite, Israël, le Qatar et la Turquie.

Les changements intervenus ont ébranlé les fondements du rôle saoudien, qui date de plus d'un demi siècle. La montée en puissance de l'Iran n'est pas le seul changement stratégique, bien qu'il soit le plus marqué. Ce facteur s'est fait sentir à l'intérieur même du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui constitue le premier cercle où s'exerce l'influence saoudienne. Les développements à Bahreïn et au Yémen jettent également les fondements d'un changement dramatique dans les chasse-gardées du royaume. Le possible établissement d'une monarchie constitutionnelle à Bahreïn, la consécration de la diversité politique au Yémen, où la résurgence du Sud Yémen, constituent autant de graves défis qui auront sans aucun doute des répercussions à l'intérieur même de l'Arabie saoudite, où la colère sociale et politique, étouffée pendant des décennies, risque d'éclater subitement. D'ailleurs, ces trois dernières années, les mouvements de protestation s'expriment avec force sur les réseaux sociaux, où des millions de jeunes des pays du Golfe laissent éclater leur colère et leur soif de liberté.

La détermination des Saoud à utiliser et soutenir les groupes takfiristes dans l'ensemble de la région, dans le cadre d'une campagne globale menaçant le monde d'une nouvelle génération de terroristes, ne s'explique pas seulement pas la colère et la déception de l'Arabie saoudite après ses défaites en Syrie. Cette même carte terroriste avait été exploitée pendant 40 ans par les États-Unis, partenaires du royaume wahhabite, avant le recul de l'influence US. Une des principales causes de ce comportement saoudien s'explique par des facteurs internes. En effet, répandre la pensée extrémiste sert à détourner l'attention de la jeunesse saoudienne afin qu'elle ne demande pas des comptes à une dynastie, alliée de l'Occident et qui contrôle toutes les richesses du pays tout en menant un train de vie caractérisée par l'extrême opulence et la débauche sans limites.

On a presque oublié l'incident de l'occupation de la Kaaba à la

Mecque, le 20 novembre 1979, par la première insurrection menée par un groupe takfiriste issue du cœur de l'institution wahhabite. Le mouvement était conduit par Juheiman al-Oteiby, sortit des rangs de la Garde nationale et qui a étudié, avec ses camarades, dans les instituts religieux officiels wahhabites. On a presque oublié cette rébellion, écrasée dans le sang, alors qu'il s'agissait d'un cri de protestation contre le pourrissement et l'injustice du système saoudien. L'appel d'al-Oteiby à considérer comme apostat le régime saoudien a trouvé un écho favorable au sein de la jeunesse saoudienne et les rebelles ont recrutés des centaines de jeunes prêts à porter les armes pour prendre d'assaut la Kaaba. Les forces de sécurité saoudiennes ne sont pas parvenues à reprendre la situation en main et Riyad a dû louer les services des forces spéciales françaises pour écraser cette insurrection.

Un an après le mouvement d'al-Oteiby, la famille régnante des Saoud, en coopération avec les États-Unis, lançait la première vague du terrorisme-takfiriste en Afghanistan et finançait l'armement des Frères musulmans en Syrie dans leur guerre contre l'État syrien, qui s'était résolument opposé à l'accord de Camp David. Riyad et Washington légitimaient ainsi le premier noyau des réseaux d'Al-Qaïda, fruits de la coopération entre l'Occident et les Saoud. Cette nébuleuse terroriste a été affectée à des missions en Tchétchénie, en Bosnie en Somalie, au Soudan, en Algérie, au Yémen, en Irak, au Liban, en Iran en Syrie et ailleurs. Toutes ces guerres, financées par l'Arabie saoudite, ont servi les stratégies américaines. Dans le mêmes temps, elles ont permis de détourner l'attention de milliers de jeunes wahhabites, envoyés pratiquer le Jihad dans des contrées lointaines. La Palestine n'en faisait évidemment pas partie.

Parmi ces jeunes figure Majed al-Majed, le chef des Brigades Abdallah Azzam, un branche d'Al-Qaïda qui a revendiqué le double attentat suicide contre l'ambassade d'Iran à Beyrouth, le 19 novembre dernier. Les circonstances de sa capture et de sa mort au Liban sont très suspectes. L'Armée libanaise a attendu neuf jours avant de confirmer officiellement son arrestation, pour annoncer le lendemain son décès à cause de la détérioration de son état de santé.

L'Arabie saoudite a exercé de fortes pressions pour qu'il soit

extradé, de peur qu'il ne révèle les noms des princes et des cheikhs saoudiens qui le financent et lui donnent des ordres.

Des articles de la presse libanaise avait mis en garde contre la possible liquidation de Majed al-Majed sur son lit de l'hôpital pour l'empêcher de faire ces révélations embarrassantes. Ils ont eu raison. Après l'annonce de sa mort, le député iranien, Mohammad Hassan Asghari, a déclaré que ses aveux auraient pointé du doigt l'Arabie saoudite.

Les Saoud restent hantés par le fantôme de Jouheiman al-Oteiby, qui a protesté par les armes contre une dynastie qui exploite effrontément la religion pour soumettre et aveugler les pauvres, afin de pouvoir profiter des immenses richesses pétrolières du pays.

Déclarations et prises de positions

Michel Sleiman, président de la République libanaise

« J'ai réussi à travers des contacts avec l'Arabie saoudite et le roi Abdallah à assurer un soutien exceptionnel à l'armée et c'est avec joie que je l'annonce au peuple libanais. Le roi Abdallah a décidé d'offrir une aide de trois milliards de dollars à l'Armée libanaise qui lui permettra d'acquérir des armes modernes. Ces armes seront achetées de l'État français. Il s'agit de l'aide la plus importante de l'histoire du Liban et de l'armée. L'aide saoudienne permettra d'armer la troupe par les Français et j'espère que Paris répondra rapidement à cette requête. Les armes seront achetées auprès de l'État français dans les plus brefs délais, vu les relations historiques qui le lient au Liban et l'étroite coopération militaire entre les deux pays. »

Naïm Kassem, secrétaire général adjoint du Hezbollah

« L'attentat criminel contre Haret Hreik fait partie d'une série noire. Ce sont les gens ordinaires qui sont visés et pas seulement le Hezbollah. Nous avons assisté à des attentats itinérants entre les différentes régions libanaises l'année dernière, ce qui confirme qu'il existe un plan global prenant pour cibles tous les Libanais plutôt qu'une partie à l'exclusion des autres. C'est un projet

criminel qui vise le Liban et a pour but de frapper sa stabilité. En réalité, la partie qui l'exécute n'a aucune importance et ne présente aucun intérêt. C'est une partie bête et stipendiée, sans importance aucune, ce qui est important c'est plutôt le projet global qui vise à détruire le pays, à fomenter la fitna, à détourner les yeux d'Israël et à fragiliser le Liban, qui a tenu bon face aux vents du Proche-Orient nouveau. Le Hezbollah ne s'échangera les accusations avec aucune partie, et ne ripostera pas aux calomnies récurrentes qui fusent ici et là. Mais nous disons à tous que le projet criminel, sous toutes ses couleurs et toutes ses formes, qui est d'ailleurs un projet multinational, n'épargnera personne. La riposte serait, selon nous, de parvenir à une entente politique et de se hâter de former un gouvernement d'union nationale. Car si nous immunisons la scène intérieure par cette cohésion politique, nous neutraliserons l'environnement qui couve les terroristes takfiristes et les autres. En revanche, tout faux pas, toute démarche unilatérale ou supprimant l'autre en politique, reviendrait à contribuer à la déstabilisation et aux projets criminels. Nous appelons à tirer les leçons de cet acte criminel qui a frappé la banlieue sud, pour mettre la main dans la main. Nous tendons la main de nouveau, et affirmons que c'est par la stabilité politique et l'entente politique que nous faisons face à la criminalité. Nul ne peut supprimer l'autre. Cette façon de se comporter donnera aux autres la chance d'affluer de partout pour un règlement de comptes local, régional et international sur le sol libanais. En l'absence d'une entente politique, le Liban sera sur la voie de la ruine. »

Walid Joublatt, chef du Parti socialiste progressiste

« Pour immortaliser le souvenir de Mohammad Chatah et des victimes innocentes tombées avec lui, il est nécessaire de s'accrocher aux orientations modérées et au dialogue en dépit de la douleur et du chagrin. Le piège tendu par les assassins vise à accentuer le chaos que toute la région est en train de traverser et qui prend la forme de conflits sanglants qui risquent de se prolonger. Aujourd'hui, comme le Proche-Orient et le monde arabe en général se trouvent à des tournants difficiles, les Libanais se doivent d'évaluer la situation interne avec beaucoup de rationalisme et de réalisme pour protéger les précieuses

réalisations enregistrées au fil des ans et pour éviter davantage de détérioration à tous les niveaux. »

Assem Kanso, député au Parlement libanais (Parti Baas)

« Les discours qui ont suivi le meurtre de Mohammad Chatah s'inscrivent dans le contexte des accusations contre la Syrie, tout comme lors de l'assassinat de Rafic Hariri. Aujourd'hui, ils accusent aussi le Hezbollah. C'est l'Arabie saoudite qui a assassiné Mohammad Chatah. L'ancien Premier ministre Fouad Siniora travaille pour les services de renseignements israéliens et cette information a été dite par Rafic Hariri. Rafic Hariri a conféré à la Résistance une légitimité internationale et Fouad Siniora veut retirer les armes de la Résistance. »

Événements

- Une bibliothèque vieille de plusieurs décennies et appartenant à un prêtre orthodoxe grec a été incendiée vendredi soir à Tripoli, ville à majorité sunnite dans le nord du Liban, au lendemain de frictions communautaires, a-t-on appris de source proche des services de sécurité. « Des agresseurs non identifiés ont mis le feu à la Librairie Saeh à Tripoli, détruisant les deux tiers des quelque 80 000 livres et manuscrits qui y étaient entreposés », a indiqué cette source à l'AFP sous condition d'anonymat. L'incendie survient au lendemain de la découverte d'une « brochure offensive à l'égard de l'Islam et du prophète Mahomet », a ajouté la source. « Ensuite, le propriétaire de la bibliothèque, le père Ibrahim Surouj, a rencontré des dirigeants islamiques à Tripoli. Il est apparu évident que le prêtre n'avait rien à voir avec la brochure, et une manifestation prévue a été annulée », a-t-on expliqué de même source.

- Citant une source occidentale le quotidien *Al-Hayat* assure que la conférence de Genève 2 sur la Syrie aura lieu à la date prévue, sans aucune modification, conformément à une décision américano-russe qui s'oppose à tout report.

- L'Iran pourrait jouer un rôle dans la recherche d'une solution à

la crise en Syrie même s'il ne participe pas formellement à la conférence de paix prévue à partir du 22 janvier en Suisse, a déclaré dimanche John Kerry. Lors d'une conférence de presse en Israël, le secrétaire d'État a jugé que l'Iran pourrait difficilement être un « partenaire de niveau ministériel » à la conférence dite Genève II sur la Syrie. Il a toutefois évoqué la possibilité d'un rôle constructif pour l'Iran en marge de cette conférence. « Maintenant peuvent-ils apporter une contribution à partir de la marge ? Peut-on envisager des canaux par lesquels ils pourraient intervenir ? Leur mission qui se trouve déjà à Genève (...) peut-elle être présente afin de contribuer au processus ? Il se peut qu'il y ait des moyens que cela se produise », a dit John Kerry.

• Selon le *Sunday Times* britannique, l'Arabie saoudite finance un groupe de Jordanien qui se sont portés volontaires pour combattre dans le sud de la Syrie contre le régime de Bachar al-Assad. Des sources bien informées indiquent que des officiers jordaniens et états-uniens ont achevé les sessions d'entraînement de centaines de militaires jordaniens. Une source sécuritaire israélienne a souligné que si « une force jordanienne participe aux combats en Syrie, le président Assad perdra le contrôle de la plupart des régions situées au sud de Damas ». Le chef des services de renseignement saoudiens, le prince Bandar ben Sultan, a financé ces groupes après avoir été déçu par l'annulation de l'intervention états-unienne dans la guerre en Syrie.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Marlène Khalifé (3 Janvier 2014)

Plusieurs pays européens portent un regard critique sur l'unilatéralisme du président libanais, qui a accepté la « faveur saoudienne » relative à l'armement de l'armée libanaise immédiatement après sa visite « à des fins médicales » à Paris, et sans se concerter avec aucun autre pays européen. Ils critiquent également l'unilatéralisme de la France, qui a marginalisé ses partenaires au sein de la Finul, alors que de nombreux autres pays

européens ont de longue date une coopération avec l'institution militaire libanaise.

Des sources diplomatiques européennes bien informées se demandent en outre si Michel Sleiman se présente comme un président centriste et consensuel, pourquoi a-t-il choisi de prendre parti pour le 14- Mars ? Selon ces sources, c'est au cours de son voyage en France voici une dizaine de jours, sous prétexte de soins médicaux, que le président Sleiman aurait porté la dernière main à l'accord saoudo-français. « Cette aide, que le président libanais a acceptée sans se concerter avec aucune autre partie dans le pays, amènera sans doute les forces politiques locales à s'interroger sur la récupération politique de ce don », ajoutent-elles. Une telle instrumentalisation viserait, selon elles, à semer la discorde entre l'Armée libanaise et le Hezbollah : « Il s'agit d'un plan très intelligent, dans l'objectif de creuser la distance entre l'armée et ce qu'on appelle la résistance, représentée par le Hezbollah, et ce plan est suivi par certains pays, en premier lieu desquels la France. Certaines parties libanaises pourraient partager le point de vue de ces pays. Il s'agit notamment du leader druze Walid Joumblatt, qui souhaite que l'Armée libanaise joue le rôle du Hezbollah en matière de résistance et de sécurisation de la frontière mais voudrait que cela soit fait dans le cadre d'une entente avec ce parti, et non par la force comme le voudraient certains pays, dont l'Arabie saoudite et la France ». Ces sources diplomatiques critiquent d'ailleurs l'attitude de la France, qui fait cavalier seul dans le dossier libanais : les Français ont insisté à diverses occasions, lors de réunions européennes, notamment dans le cadre du « groupe de soutien international au Liban », pour prendre en charge le volet défense du dossier libanais. Et les pays européens se sont souvent posé des questions à ce propos. La réponse a été apportée par l'annonce du « don saoudien » à l'Armée libanaise, via la France, qui n'a pas pris la peine d'en informer ses partenaires européens. À en croire ces sources, cette aide saoudienne à l'armée nécessite la tenue d'un Conseil des ministres libanais afin de l'entériner. Elle risque également de ne pas être avalisée par le groupe de soutien international au Liban, dont tous les membres sont concernés par l'appui à cette armée dans le cadre du plan quinquennal proposé. En clair, les pays européens ne permettront pas à la France d'agir

en solo alors que la démarche en question les concerne eux aussi. Ils sont même capables de faire obstruction, de différentes façons, au projet français. « La France va vite se retrouver isolée sur le plan européen après son faux pas même si elle obtient l'enveloppe saoudienne », précisent ces sources.

Après avoir critiqué « l'empressement du président Sleiman », ces sources s'interrogent sur le positionnement clair et indéniable de la France aux côtés du 14-Mars. Le choix par la France d'une alliance avec l'Arabie saoudite s'expliquerait, selon elles, par « les marchés d'armes dont la France a besoin pour sa croissance économique ». Paris souhaiterait par ailleurs, ajoutent-elles, adresser des messages pleins d'amertume aux États-Unis, qui l'ont déçu à deux reprises : d'abord, en s'abstenant de lancer des frappes contre le régime de Bachar al-Assad comme le souhaitait le président François Hollande ; ensuite, en engageant des négociations secrètes avec l'Iran à l'insu de la France. « Paris n'aurait pas dû tomber dans ce piège et prendre parti de la sorte », concluent-elles.

As-Safir (1 janvier 2014)

Claire Chokor

Un dirigeant politique chrétien attribue à un ambassadeur occidental le discours suivant : « Mon pays est disposé à soutenir tout projet de réforme qui pourrait aider les chrétiens du Liban à renforcer leur présence, mais ces chrétiens ont-ils un avant-projet dans ce sens, dont on pourrait débattre ? » Jusqu'à présent, aucun document écrit n'a vu le jour, le débat à bâtons rompus se contentant de passer en revue certaines idées préliminaires pouvant servir de pierre angulaire à une feuille de route qui viendrait exprimer les ambitions chrétiennes. Une idée-clé en ressort : toute tentative de réforme devrait passer par une loi électorale permettant aux chrétiens d'élire leurs députés ; un renforcement des prérogatives du président de la République ; la décentralisation administrative à grande échelle. Toutefois, cette feuille de route devrait s'adosser à une entente interchrétienne et le patriarcat maronite est appelé à « frapper du poing sur la table ».

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Sabine Oueiss (3 janvier 2014)

L'élan vers la formation d'un nouveau gouvernement s'est enrayé après l'attentat de Haret Hreik. Des sources politiques assurent qu'après l'attentat toute chance d'assister à une naissance imminente du gouvernement s'est dissipée. Des sources proches de la présidence de la République rapportent de leur côté que les contacts se poursuivent entre les forces politiques, le président Michel Sleiman et le Premier ministre désigné Tammam Salam pour débattre de la possibilité de mettre en place un gouvernement rassembleur. Ces sources ont toutefois ajouté que les tentatives de former un tel gouvernement n'iront pas au-delà de la mi-janvier, et que si sa mise en place s'avère impossible, la formation d'un Cabinet neutre sera inéluctable.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Ibrahim al-Amine (3 janvier 2014)

L'ancien Premier ministre Saad Hariri a considéré que les « citoyens innocents dans la banlieue sud de Beyrouth sont victimes de l'implication dans des guerres extérieures, notamment la guerre syrienne ». D'autres responsables du 14-Mars ont emboîté le pas à Saad Hariri. Nul ne s'attend à ce qu'ils se mettent à verser de chaudes larmes. Mais qui leur a demandé de justifier les actes de l'assassin ? Qu'est-ce qui explique ce sentiment prédominant selon lequel Hariri et son camp sont en train d'exulter, ou de se réjouir du malheur des autres ? Ils doivent comprendre que de telles prises de position justifient le crime mais pas seulement : qu'elles en redemandent. En effet, ils sont en train de déclarer publiquement que les attentats à la bombe sont dus à l'intervention du Hezbollah en Syrie et donc justifiables. Un retrait du Hezbollah de Syrie y mettrait un terme ! Le 14-Mars cautionne aveuglément et sans se poser de questions, tout ce que souhaite entreprendre le Royaume de la répression en Syrie et au Liban. La famille Saoud assume la responsabilité du sang qui est versé. Quant à ses suppôts ici, ils sont devenus, par leur attitude, complices de ce crime.

Al-Akhbar (3 janvier 2014)

Hiyam Kousseify

Peu avant le départ du président Michel Sleiman pour Budapest, les leaders politiques du 8 et du 14-Mars ont été informés de sa détermination à former un gouvernement dans la première moitié

du mois. Toutefois, un frein a été mis à l'empressement présidentiel ces dernières heures : l'on commence à entendre dire, en effet, que les dates évoquées pour la parution des décrets concernant le nouveau cabinet manquent de précision. Plus encore, il est dit que le président de la République n'est plus pressé de mettre rapidement le cabinet en place. Bien que ces propos aient précédé l'attentat de Haret Hreik, tout porte à croire qu'ils seront encore plus d'actualité après.

Al-Akhbar (3 janvier 2014)

Firas al-Choufi

Le président Michel Sleiman reverra-t-il ses comptes après l'attentat de Haret Hreik ? Des d'informations catégoriques assurent que M. Sleiman est déterminé à former un gouvernement 'neutre' de 14 ministres, n'en déplaise à certains. Les forces du 8-Mars sont persuadées que le président est impliqué jusqu'à la moelle dans une bataille féroce contre elles depuis qu'il a appris que la prorogation de son mandat ne sera pas acceptée. Les sources parlementaires liées au 8-Mars, qui tiennent ce discours, ajoutent que le président a promis au roi d'Arabie saoudite d'entreprendre, avant de quitter le pouvoir, des démarches politiques contribuant à isoler le Hezbollah sur le plan interne et à mettre en place un nouveau gouvernement qui deviendra le représentant légitime du Liban auprès de la communauté internationale en cas de vide à la présidence de la République, indépendamment du fait de savoir si ce Cabinet obtiendra ou non la confiance du Parlement. C'était avant l'attentat terroriste à Haret Hreik. Des sources parlementaires du 8-Mars et d'autres du bloc de Walid Joumblatt assurent que le président Sleiman va sûrement être appelé à revoir ses comptes après cet attentat.

Al-Akhbar (3 janvier 2014)

Radwan Mortada

Il y a dix jours, les renseignements militaires états-uniens ont envoyé un télégramme urgent à la « section de la sécurité stratégique » au ministère libanaise de la Défense, l'informant que le chef des Brigades Abdallah Azzam, le saoudien Majed al-Majed, se trouve dans les montagnes d'Ersal et qu'il a été transporté dans une maison de la localité après la détérioration de son état de

santé. Deux jours plus tard, un autre télégramme états-unien fait état de démarches en cours pour transporter al-Majed dans un hôpital de Beyrouth pour y subir une dialyse en urgence. Le mardi 24 décembre, une ambulance l'a effectivement transporté à l'hôpital Makassed. Un télégramme états-unien précise alors que Majed se trouve déjà dans un hôpital à Beyrouth. Entretemps, une cellule spéciale a été mise en place à la direction des services de renseignement militaire et une équipe a procédé à un recensement de toutes les personnes admises dans les hôpitaux du Liban ce jour-là. Il est apparu que 415 personnes avaient été hospitalisées, toutes libanaises, à l'exception de deux cas : un ressortissant arabe dont l'identité a été vérifiée, à l'Hôtel Dieu, et une autre personne au nom inconnu à Makassed. Des agents ont alors été discrètement envoyés sur place et l'un d'eux a profité d'un moment où al-Majed était sous sédatif pour le prendre en photo. Les clichés ont été comparés avec des photos d'archives des SR à Yarzé. Un plan a alors été élaboré pour son arrestation. Le 26 décembre, le médecin traitant a estimé que le patient pouvait quitter l'hôpital. Accompagné d'une personne portant une pièce d'identité syrienne, Al Majed a insisté pour aller à Ersal. L'ambulance, mise à sa disposition, a quitté les Makassed sous la surveillance des SR. Elle a été interceptée à la hauteur de Jamhour.

Al-Joumhouria (Quotidien libanais proche du 14-Mars

(3 janvier 2014)

Dans un entretien accordé à *Al-Joumhouria*, le vicaire patriarcal, Mgr Samir Mazloum, a déclaré que l'Église maronite « est opposé à un gouvernement de fait accompli car il s'agit d'une provocation qui provoquera des réactions et entamera la confiance ». Selon lui, « un tel gouvernement torpillera l'élection présidentielle et constitue un danger pour toute la société libanaise ». Mgr Mazloum a réaffirmé que le patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, a appelé à maintes reprises à la formation d'un gouvernement d'union nationale. Il s'est dit étonné du timing de la formation d'un cabinet de fait accompli. « Pourquoi n'avoir pas formé un tel gouvernement il y a huit mois s'il représente réellement la solution à la crise ? » s'est-il interrogé avant de poursuivre : « Quelque chose s'est produit et nous ne savons pas quoi. Surtout que le président Michel

Sleiman a évoqué avec le patriarche Raï, à plusieurs reprises, la nécessité de former un gouvernement d'union nationale. Si d'aucuns veulent, à travers ce gouvernement, proroger le mandat du président de la République, cela ne se produira pas, car ce cabinet va provoquer une confrontation dans le pays et la situation va empirer. »

Al-Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens, 2 janvier 2014)

Le président de la Chambre, Nabih Berry, a estimé que la finalité d'un gouvernement composé de personnalités neutres « est d'exclure le Hezbollah », avant de se demander s'il est possible d'accepter une chose pareille et d'indiquer que le mouvement Amal, qui s'était opposé à l'isolement des Kataëb au début de la guerre du Liban, ne peut pas accepter que son allié soit isolé. Selon lui, cette tentative d'isoler le Hezbollah est une des conséquences du divorce saoudo-iranien. Réaffirmant son attachement à la formule des 9-9-6, M. Berry a vanté les avantages de cette formule pour le 14 Mars et rejeté les propos selon lesquels son mouvement et le Hezbollah demanderont aux ministres chiites de présenter leur démission et œuvreront pour faire chuter le gouvernement dans la rue. « On dit que le décret de formation du cabinet sera publié la semaine prochaine. Il lui faudra un mois pour établir sa déclaration ministérielle et se rendre au Parlement dont il n'obtiendra cependant pas la confiance. Le bloc Joublatt et le mien ne la lui accorderont pas », a-t-il dit. Une deuxième personnalité sera alors chargée de former une nouvelle équipe ministérielle mais qu'elle sera rattrapée par les délais constitutionnels pour l'élection d'un nouveau président.

Al-Balad (Quotidien libanais indépendant, 2 janvier 2014)

Hussein Koteich

Quels sont les motifs cachés du don saoudien à l'Armée libanaise. L'Arabie saoudite paye à la France le prix d'armes que la France offre à son tour au Liban. À aucun moment, il n'a été fait mention de la nature des armes, de leur éventuel usage, ni des éventuelles conditions imposées en contrepartie. De plus, le fait que le président Michel Sleiman n'ait pas mentionné cette aide dans son discours de fin d'année accroît les doutes.

D'autres zones d'ombre entourent le don annoncé, qui demeurera

longtemps lettre morte. Le régime saoudien s'acharne par tous les moyens contre l'accord conclu entre les États-Unis et l'Iran lors de la conférence de Genève. L'Arabie a trouvé le maillon faible de l'accord : la France qui s'était opposée à l'arrangement sur le nucléaire iranien dans sa première mouture à Genève puisqu'il mettait en péril Israël dont la France a toujours défendu, plus que quiconque, les intérêts.

80 à 90 % des armes de l'Armée libanaise sont en provenance des États-Unis. Fournir à cette armée un arsenal français impose un certain nombre de sessions de formation et aboutit à la francisation de l'armée, portant un coup à l'influence américaine . Avant de fournir une aide aussi importante à l'armée, institution capitale dans un État qui fait face au vide institutionnel et au chaos, il serait préférable que toutes les parties œuvrent de concert au rétablissement de cet État.

L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (3 janvier 2014)

Brusquement, la situation s'emballe et les développements à la fois politiques et sécuritaires semblent s'accélérer. 2014 commence sur le chapeau des roues, sur une route malheureusement sanglante. Si l'explosion dans la rue principale de Haret Hreik semble moins importante que les précédentes du même genre, elle n'en reste pas moins un attentat qui vise la population de la banlieue sud de Beyrouth et donc, indirectement les partisans du Hezbollah, dans un lieu en principe sous son contrôle. Certes, l'idée « du périmètre de sécurité » qui regroupait, jusqu'à la guerre de 2006, les sièges de commandement du Hezbollah, a été abandonnée dans les plans de reconstruction de la zone sévèrement bombardée par l'armée israélienne, mais Haret Hreik continue à être un lieu hautement symbolique pour le Hezbollah et ses partisans, même si elle est devenue un quartier essentiellement résidentiel et commercial.

En dépit des avertissements relayés par les médias, les habitants de la région se sont précipités sur les lieux de l'explosion, alors que les responsables politiques de la région ont gardé un silence prudent. Ils évitent soigneusement de lancer des « accusations politiques », mais tous considèrent que depuis les précédents

attentats, le Hezbollah se considère en guerre ouverte contre les takfiristes. L'explosion d'hier n'est donc qu'une nouvelle étape dans cet affrontement qui cherche à noyer dans le sang l'Irak, la Syrie et désormais le Liban. Certains y voient déjà la riposte hâtive à l'arrestation par l'armée libanaise du saoudien Majed al-Majed, soupçonné d'être « l'émir d'al-Qaëda » au Liban et qui aurait été chargé d'organiser et de structurer les forces de ce mouvement au Liban. Des cellules de ce mouvement auraient donc choisi de montrer à l'État libanais, mais surtout au Hezbollah qu'elles accusent de tirer les « ficelles sécuritaires » du pays, qu'elles continuent à être actives et efficaces.

D'autres préfèrent penser que l'attentat n'est pas lié à l'arrestation de Majed el-Majed, mais qu'il s'inscrit dans le cadre de la confrontation ouverte entre le Hezbollah et son public d'un côté et les groupes takfiristes en Syrie et au Liban de l'autre. D'autres encore font le lien entre les propos du président de la Chambre Nabih Berry sur le fait que la prochaine cible des assassins pourrait bien être chiite, pour augmenter encore plus la tension confessionnelle.

La détermination du président Michel Sleiman d'annoncer en principe la semaine prochaine la naissance d'un nouveau gouvernement n'est visiblement pas pour arranger les choses. Des sources bien informées précisent que le chef de l'État a informé le chef du bloc parlementaire de la Résistance, Mohammad Raad, ainsi que le président de la Chambre Nabih Berry que sa décision est prise et qu'il juge indispensable dans cette période cruciale de doter le Liban d'un nouveau gouvernement pour reprendre plus ou moins en main les rênes du pouvoir. Sleiman aurait ainsi défendu l'idée selon laquelle rien n'indique que seul un gouvernement politique peut réaliser une entente nationale. Au contraire, dans cette période de tension, les personnalités moins ouvertement engagées et donc plus acceptables pourraient mieux servir l'intérêt national.

Mais le Hezbollah et ses alliés ne partagent pas ce point de vue et considèrent qu'un tel gouvernement est de nature à augmenter encore plus les divisions et les problèmes dans le pays. Si ce gouvernement devait voir le jour, il devrait commencer par élaborer sa déclaration ministérielle avant de se présenter au Parlement

pour un vote de confiance qu'il n'obtiendrait probablement pas. Il se transformerait ainsi en gouvernement chargé des affaires courantes jusqu'à l'échéance présidentielle... Un problème qui s'ajouterait ainsi à ceux qui existent déjà alors que le Liban plonge de plus en plus dans l'insécurité.

Nowlebanon (Site libanais proche du 14-Mars)

(3 janvier 2014)

Des sources proches du Hezbollah estiment que le don saoudien de trois milliards de dollars à l'Armée libanaise ne se concrétisera pas car cette promesse s'accompagne de conditions. Pour ces sources, l'armée ne manque pas d'armes individuelles et légères pour préserver la sécurité interne.

Toujours selon ces sources, le président François Hollande, qui était au courant de ce don saoudien au Liban, a rassuré Benjamin Netanyahu, durant sa dernière visite en Israël, sur le fait que la France s'engage à préserver la sécurité d'Israël, et qu'elle s'assure du fait que les armes qui arriveront au Liban ne seront pas de nature à causer un déséquilibre. D'où la réaction israélienne favorable.

Ces sources se disent convaincues que « la guerre ouverte avec l'Arabie saoudite prend un nouveau tournant plus violent, surtout que la tendance hostile au Hezbollah y est dominante ». Suivant la même analyse, le don saoudien vise à faire entrer les armes au Liban de manière officielle, pour en faire des stocks à la disposition d'autres groupes quand la discorde confessionnelle que les pays de la région veulent faire éclater sera devenue une réalité. Les sources interrogées donnent l'exemple des dépôts d'armes en Syrie qui ont alimenté les groupes takfiristes.

Wall Street Journal (Quotidien états-unien, 2 janvier 2014)

Des responsables israéliens et américains soupçonnent le Hezbollah de transporter au Liban des systèmes avancés de missiles guidés en provenance de Syrie. Ces systèmes seraient transférés par pièces détachées afin d'éviter une opération israélienne contre ce genre de transport.

Ces mouvements montrent comment Israël et le Hezbollah utilisent la guerre en Syrie comme couverture à une course complexe et dangereuse vers un autre conflit éventuel (entre Israël et le

Hezbollah) qui pourrait altérer l'équilibre du pouvoir militaire dans la région ». Selon une source, « certaines parties d'un puissant missile antinavire ont déjà été transférées au Liban ».

D'anciens et d'actuels responsables américains ont en outre indiqué que d'autres systèmes, qui pourraient être utilisés contre des avions de chasse, navires ou bases militaires israéliens, sont stockés dans des dépôts en Syrie sous le contrôle du Hezbollah.

D'autres responsables ont expliqué que « ce genre de missiles guidés pourraient constituer une évolution majeure dans l'arsenal du Hezbollah, principalement composé de roquettes et de missiles basiques ». « Ils pourraient également renforcer les capacités dissuasives du parti face à Israël », estiment-ils.

D'après les responsables israéliens et américains, ces transferts auraient deux objectifs. Premièrement, « le développement de l'arsenal du Hezbollah par l'Iran, afin que ce dernier puisse dissuader des frappes israéliennes à l'avenir contre le Liban ou le programme nucléaire iranien ». Deuxièmement, « inciter le Hezbollah à rester engagé dans la protection du président syrien Bachar el-Assad et des lignes d'approvisionnement utilisées par son régime et le Hezbollah ».

The Independent (Quotidien britannique)

Patrick Cockburn (29 décembre 2013)

La propagande anti-chiite haineuse, propagée par des personnalités religieuses sunnites parrainés ou basées en Arabie saoudite et les monarchies du Golfe, crée les ingrédients d'une guerre civile sectaire qui engloutira tout le monde musulman. L'Irak et la Syrie ont connu le plus de violence et la majorité des 766 victimes civiles tombées en Irak, ce mois-ci, était des pèlerins chiites tués par des kamikazes du groupe d'Al-Qaïda, l'État islamique en Irak et au Levant (EIL). L'hostilité à l'égard des chiites de cette organisation, maintenant opérationnelle de Bagdad à Beyrouth, est si extrême, que le mois dernier, elle a dû s'excuser pour avoir décapité l'un de ses combattants blessés à Alep – parce qu'ils ont cru, à tort, qu'il avait murmuré le nom de saints chiites alors qu'il était sur une civière.

L'utilisation habile d'Internet et l'accès aux télévisions satellitaires financées ou basées dans les États sunnites a été au centre de la

résurgence d'Al-Qaïda à travers le Proche-Orient. Cette année, l'EIL est devenue la force rebelle militaire la plus puissante en Irak et en Syrie, en partie à cause de sa capacité à recruter des kamikazes et des combattants fanatiques à travers les médias sociaux.

La télévision par satellite, Internet, *YouTube* et *Twitter*, souvent financés par les États pétroliers de la péninsule arabique, sont au centre d'une campagne pour propager la haine sectaire dans tous les coins du monde musulman, y compris les endroits où les chiites sont une minorité vulnérable, comme la Libye, la Tunisie, l'Égypte et la Malaisie. En effet, à Benghazi, la capitale de l'ouest de la Libye, un groupe jihadiste a mis en ligne une vidéo de l'exécution d'un professeur irakien, qui a admis être chiite, affirmant qu'ils l'avaient tué pour se venger de l'exécution de militants sunnites par le gouvernement irakien.

La propagande haineuse est souvent sanglante et appelle ouvertement à la guerre religieuse. Une station de télévision par satellite anti-chiite montre un rassemblement de chefs religieux chiites, principalement originaires d'Iran, d'Irak et du Liban, désignés comme « les suppôts de Satan ». Une autre demande : « Oh musulmans sunnites, combien de temps allez-vous attendre lorsque vos fils seront pendus en Irak ? N'est-ce pas le moment de briser les chaînes ? » L'image d'une femme en noir entre, ce qui semble être deux miliciens, est intitulé : « Des hommes chiites en Syrie violent des sœurs sunnites », et une autre montre l'arrière d'un pick-up rempli de cadavres en uniforme, intitulée : « Le sort réservé à l'armée des soldats chiites syriens ».

Un des exemples des scènes enflammées postées sur *YouTube* est un sermon de Nabil al-Awadi, un religieux du Koweït, qui compte 3,4 millions d'adeptes sur *Twitter*. Son discours est consacré au « plus grand complot contre le monde musulman », qui s'avère être un complot « ourdi à Qom [la ville chiite sainte en Iran] pour se débarrasser de la nation islamique, pour profaner la Kaaba brique par brique ».

Le prestige et la popularité croissante du Hezbollah, après son succès contre l'agression israélienne, en 2006, peut expliquer pourquoi les gouvernements sunnites ont toléré l'intensification des attaques sectaires contre les chiites. Celles-ci prennent

souvent la forme d'accusations selon lesquelles l'Iran cherche à prendre le contrôle de la région.

Les médias sociaux, la télévision par satellite, *Facebook* et *YouTube*, se sont transformés en canaux pour répandre la haine et la peur. Les combattants en Syrie, en Irak, en Libye, au Yémen et d'autres pays en proie à la violence tirent souvent leur connaissance du monde à partir d'un nombre limité de prédicateurs et de commentateurs fanatiques sur Internet, appelant à la guerre sainte des sunnites contre les chiites. Souvent, ces personnes jouent un rôle crucial dans l'envoi de jeunes volontaires pour combattre et mourir en Syrie et en Irak.

Une étude récente des combattants rebelles morts en Syrie, élaborée par Aaron Zelin du Centre international pour l'étude de la radicalisation, montre que 267 venaient d'Arabie saoudite, 201 de Libye, 182 de Tunisie et 95 de Jordanie. L'écrasante majorité avait rejoint l'EIL et le Front al-Nosra, deux organisations sectaires. Les combattants étrangers, qui s'inspirent des films des atrocités, peuvent s'inscrire pour aller en Syrie, mais finissent souvent comme kamikazes en Irak, où la violence a augmenté de façon spectaculaire au cours des 12 derniers mois.

Les Saoudiens et les monarchies du Golfe ont créé un monstre Frankenstein sectaire, composés de fanatiques religieux hors contrôle.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News

Source : « Les Saoud et le fantôme de Jouheiman », par Pierre Khalaf, New Orient News, *Réseau Voltaire*, 7 janvier 2014, www.voltairenet.org/article181712.html